

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 26/2 (1999)

DOI: 10.11588/fr.1999.2.47512

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

du processus révolutionnaire de cette époque. Tout ce qui peut contrarier le déroulement de son réquisitoire implacable est soigneusement occulté; et d'abord Thomas Paine, le contradicteur essentiel de Burke. Car le républicanisme classique fut pluriel, et ne se réduit pas au seul Jefferson. Si ce dernier fut incontestablement un partisan torturé du développement séparé des races, d'autres républicains-démocrates exprimaient des positions radicalement divergentes sur la question noire (Antony Benezet, James Pemberton): on peut se reporter utilement à ce sujet à l'étude d'Elise Marienstras sur les »Mythes fondateurs de la Nation américaine« (1976).

Mais la finalité de l'ouvrage de M. O'Brien n'est pas historique. La séquence 1785-1800 est placée comme argumentaire au service d'une cause: la supériorité et l'universalité du modèle démocratique anglo-saxon pour cette fin de siècle, et pour le siècle qui vient. Il faut donc convaincre les lecteurs que ce modèle fut à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle l'unique expérimentation pratique réussie des idées des Lumières. L'alternative constituée par le républicanisme classique (transposé dans l'expérience de la Révolution française) est systématiquement dévalorisée, sous prétexte de son abstraction inhumaine et de son moralisme arrogant. Le confusionnisme idéologique dans lequel sombre l'ouvrage au dernier chapitre, sous le titre de *religion civile américaine*, sorte de prêt-à-penser pour la planète à l'ère de la mondialisation, est d'autant plus regrettable que la nature des liens conflictuels et passionnels tissés entre les révolutions d'Europe et celles du Nouveau Monde (les Etats-Unis, mais aussi l'espace caraïbe et l'Amérique Latine) mériterait d'être repensée dans une perspective d'histoire comparative.

Bernard GAINOT, Paris

Anatoli V. ADO, Die Bauern in der Französischen Revolution 1789-1794, Leipzig (Leipziger Universitätsverlag) 1997, XV-402 S. (Beiträge zur Universalgeschichte und vergleichenden Gesellschaftsforschung, 7).

Le 1<sup>er</sup> juillet 1995 disparaissait, terrassé par une crise cardiaque, Anatoli Vassilievitch Ado, l'un des plus prestigieux historiens de la Révolution française. S'il n'est pas inutile de tenter aujourd'hui un compte rendu de la traduction allemande de cet ouvrage, sorti récemment des presses universitaires de Leipzig, sous la responsabilité de Katharina et Matthias Middell et avec la participation d'Uta Müller, de Roberto Mann et de Kurt Holzappel, l'entreprise devient néanmoins plus intéressante dès lors qu'on se penche sur l'histoire de cette œuvre. Publié à Moscou en langue russe, »Le mouvement paysan pendant la Révolution française« date en effet de 1971 et a connu en 1987 une seconde édition remaniée et enrichie. Depuis, une version française a vu le jour sous le titre de »Paysans en révolution. Terre, pouvoir et jacquerie, 1789-1793« grâce à l'initiative de la »Société des Etudes Robespierriennes« (Paris 1996, préface de Michel Vovelle, éd. Serge Aberdam/Marcel Dorigny).

La question qui se pose est par conséquent la suivante: pourquoi aura-t-il fallu plus de vingt-cinq ans (1971-1996/97) pour que nous puissions bénéficier, tant en Allemagne qu'en France, d'une traduction de la version originale? Ni le colloque parisien de 1987 sur »la Révolution française et le monde rural«, table ronde où Anatoli Ado était pourtant à l'honneur, ni le bicentenaire de la Révolution française n'ont réussi à mettre fin à une longue série de tentatives éditoriales vouées à l'échec. Il aura fallu une lente maturation des esprits pour que nous puissions enfin disposer de cet ouvrage précieux pour tous les historiens – et ils sont nombreux en Europe occidentale – qui s'intéressent à la Révolution française sans maîtriser la langue russe. Le blocage ainsi constaté est imputable aux polémiques qui ont agité l'historiographie de la Révolution: celle de l'autonomie d'une révolution paysanne qui ne se contenterait pas, contrairement à ce qui a été longtemps affirmé, de servir de force d'appoint à la révolution bourgeoise; celle de sa nécessaire intégration dans le cours des événements auxquels elle aurait donné une impulsion décisive entre 1789 et 1793.

L'intérêt de cet ouvrage tient en partie à l'identité même de son auteur dont la personnalité a été façonnée par une double culture. Une première part d'héritage lui a été transmise par «l'école historique russe» – Kareïev, Loutchiski, Kovalevski, Lucicki, Kropotkine –; une autre par l'historiographie soviétique – Petrov, Dalin, Loukine, Lublinskaïa et Trounsky – qui s'est imposée depuis plus d'un demi-siècle. Ado n'a-t-il pas fait ses études à l'Université Lomonossov auprès du maître prestigieux que fut Boris Porchnev? Mais il a réussi à s'échapper du conditionnement qu'imposait l'Université de Moscou, où il a enseigné plus de quarante ans, pour se frotter à l'historiographie française à une époque où le «modèle bourgeois» de l'Ouest suscitait encore – faut-il le rappeler? – suspicion et controverses: recherches aux Archives nationales et contacts avec la Sorbonne dès 1962/63; prise en charge d'une traduction russe de l'«Histoire socialiste de la Révolution française» de Jean Jaurès; participation à la rédaction de plusieurs revues étrangères; animation d'un groupe de recherches, en 1985, à l'Université de Leipzig et participation à la table ronde de la Sorbonne en 1987 ... Sans méconnaître les apports de Taine, de Michelet et de Jaurès, indispensables à la compréhension de la Révolution, il tire des analyses de Georges Lefebvre et d'Albert Soboul la conviction que le peuple est l'acteur essentiel de l'Histoire. Enfin l'apport de l'histoire des mentalités, chère à Michel Vovelle, est à son tour intégré. Or tradition française et tradition russo-soviétique sont largement complémentaires, dans la mesure où la première insiste essentiellement sur la part que les masses populaires ont prise à la Révolution, tandis que la deuxième focalise sur la répartition de la propriété, composante essentielle du processus révolutionnaire. Cette double démarche – analyse de l'intérieur et regard extérieur – font d'Anatoli Ado un historien irremplaçable à la fois parce qu'il accède au comparatisme et parce qu'il met en lumière le caractère international du mouvement révolutionnaire.

La quête des sources le mène tout naturellement aux Archives nationales qui lui fournissent les délibérations et décisions politiques d'un pouvoir fortement centralisé à tous les échelons (Etat, comités, commissions). Mais cette vision d'en haut n'exclut pas les sondages dans divers fonds des archives départementales: optique monographique d'en bas, à laquelle l'invitent à la fois l'écho parisien des revendications et pétitions provinciales et la surveillance de l'ordre public selon le souci, constamment affirmé, de l'administration révolutionnaire.

Tout au long d'un récit mené de façon chronologique et méthodique, qui laisse transparaître une vaste érudition et une puissante intelligence historique, reviennent des formules de choc: guerre aux châteaux, guerre du blé, faim de terres ... La première partie (p. 29–94) restitue les structures économiques, sociales et mentales du monde rural à la fin de l'Ancien Régime, en proposant d'ailleurs une analyse très fine de l'emprise seigneuriale qui s'exerce sur les campagnes françaises. Deuxième puissance économique du monde après l'Angleterre, la France symbolise l'essor du mode de production capitaliste, marqué par le libéralisme, avec lequel tranchent les archaïsmes et les contradictions sociales du pays: pression fiscale, que l'impôt procède de l'Etat absolutiste ou de la réaction féodale; compétition autour de la terre (accaparement des communaux pour les uns, participation aux droits d'usage ou accès à la propriété pour les autres) qui se fait rare en raison de la pression démographique; lutte contre la vie chère en période de hausse des prix et de baisse des salaires réels ... Du coup, les conditions d'existence se détériorent et les tensions sociales s'aggravent: des aspirations égalitaires se font jour chez ceux qui, se trouvant dépossédés et paupérisés, se retournent contre ceux qui, tout à la fois, profitent de la conjoncture pour s'enrichir, concentrent les biens fonciers et perçoivent l'impôt. De la révolte des masques, qui touche les Cévennes, le Vivarais et le Gévaudan dans les années 1780, aux jacqueries qui marquent la période allant du printemps 1788 à l'été 1789, ces motivations sont inextricablement enchevêtrées.

A partir de 1789, les rythmes de la contestation paysanne coïncident avec la périodisation du mouvement révolutionnaire lui-même dont ils épousent le dynamisme: interactions

entre les soulèvements sur le terrain et les tentatives de législation des autorités; convergence entre soulèvements ruraux et mouvements populaires urbains ... En prélude, les troubles de subsistance de la crise de 1787/88 jouent le rôle de révélateur: c'est d'abord avec l'appui des mouvements populaires que la bourgeoisie présente son programme de réformes. Or la question, soulevée jadis par Georges Lefebvre, de l'autonomie du mouvement paysan par rapport à une révolution bourgeoise garde toute sa pertinence et sa force stimulante. Peu à peu, après une tentative de compromis, entre 1789 et 1791 (p. 95–255), se précise l'alternative paysanne: la révolte agraire, composante à part entière et non simple variante du processus révolutionnaire, impose son propre rythme, pousse la Révolution en avant et, par sa radicalisation, ouvre une voie spécifique. En effet, les paysans, de moins en moins soucieux d'œuvrer pour le triomphe politique de la bourgeoisie au pouvoir, avancent leurs propres revendications face au joug fiscal et à la vie chère. La scission est consommée entre ceux qui défendent la grande propriété (solution du rachat tant pour les biens nationaux que pour les droits féodaux), inséparable, dans bien des esprits, du prélèvement féodal, et ceux qui préconisent déjà la taxation populaire des prix céréaliers et l'abolition totale du régime féodal. L'événement – rédaction des cahiers de doléances, réunion des Etats généraux, nuit du 4 août – et, par la suite, l'écroulement des institutions traditionnelles contribuent à façonner la conscience collective et contraignent la bourgeoisie à mettre la question agraire à l'ordre du jour. Sur un arrière-plan de lutte pour la survie et de guerre aux châteaux, se profile l'émergence d'un courant égalitaire se dressant contre la double aristocratie de la naissance et de la richesse.

La participation directe et massive des paysans à une révolution sociale se fera cependant de façon progressive entre 1791 et 1793 (p. 257–306). Longtemps modéré et improvisé, se coulant dans le moule des institutions révolutionnaires, le mouvement se radicalise jusqu'au sein même des communautés: scission entre une minorité de laboureurs, gros et moyens, et une masse de petits paysans, artisans ruraux et journaliers. Les fondements mêmes du compromis social et politique s'en trouvent sapés. C'est que la guerre aux châteaux, une fois obtenue l'abolition des droits féodaux, cède progressivement la place à la guerre du blé qui, revenant au premier plan, conduira au maximum de 1793 et à la lutte pour la terre (tendances égalitaires dans le partage par lots des communaux et de ce qui reste des biens nationaux). Déçue par la politique agraire de la bourgeoisie, la paysannerie non seulement s'en éloigne, mais s'y oppose en proposant la formule du nivellement social: les lois agraires de l'été 1793 lui donnent partiellement satisfaction, car le risque est trop grand de la laisser tomber dans le camp de la contre-révolution si on déçoit ses aspirations. Si la victoire des Montagnards sur les Girondins a été obtenue grâce à la pression des ruraux, les contradictions et hésitations des Jacobins (p. 307–425), qui se trouvent en porte-à-faux entre les paysans propriétaires, désireux de défendre leurs acquis, et les paysans pauvres, décidés à aller plus loin dans leur lutte pour l'égalitarisme, créent un climat d'incompréhension et de désolidarisation entre la paysannerie et la Révolution française.

Pour Anatoli Ado, le bilan (p. 427–453) est décevant du fait de l'instauration d'un compromis, non exempt de contradictions de toute sorte. Les petits producteurs n'ont pas réussi à se libérer totalement des rentes foncières et la grande propriété reste le fondement de l'ordre agraire: tout au plus permet-elle à la bourgeoisie de consolider sa part. L'argent dépensé est investi davantage dans l'acquisition de la terre que dans l'appareil de production, ce qui compromet les espoirs de progrès agricole. Les acquéreurs continuent à se comporter, de façon quelque peu rétrograde, en rentiers du sol confisquant à leur profit le régime féodal, pourtant aboli, tandis que la masse de la paysannerie continue à manquer de terre. Aussi les campagnes constitueront-elles, pour la bourgeoisie industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle, une intéressante réserve de main-d'œuvre. Mais, si la poussée de l'individualisme aura eu raison des aspirations égalitaristes, nul ne peut contester les victoires que la petite paysannerie aura imposées, voire arrachées à la bourgeoisie rurale (abolition sans réserves

de la féodalité, destructuration de la grande propriété, participation ne serait-ce qu'aux miettes des biens nationaux), même si ces victoires restent fragiles. Transparaît à chaque page de ce livre la sympathie de l'auteur pour le petit peuple et pour son engagement collectif dans le processus révolutionnaire.

Sentiers battus, dira-t-on. Dans l'état actuel de la recherche certes et en regard des travaux de la dernière décennie sur la Révolution française. Mais, grâce à l'ampleur des vues, la solidité de la recherche documentaire et la pertinence de la réflexion critique, cette magistrale synthèse aura renouvelé des questions fondamentales et posé de grands problèmes: celui de la dialectique entre la Révolution française et le mouvement paysan; celui du double compromis entre les élites, anciennes et nouvelles, d'une part, et la paysannerie de l'autre dont on découvre une certaine convergence dans les objectifs; celui de la place de la question paysanne dans une révolution bourgeoise au sein de laquelle, notait déjà Albert Soboul, elle occupe une position axiale; celui du rôle de la protestation paysanne dans le processus de transition entre féodalisme et capitalisme, grâce à l'appui, pour reprendre l'expression de Jean Jaurès, de la démocratie rurale: les revendications radicales des paysans les plus démunis auraient-elles, paradoxalement, ouvert la voie à la transformation capitaliste de l'économie française? Dès son édition originale, mais bien plus depuis que les versions française et allemande ont mis les résultats à la portée des chercheurs occidentaux, l'ouvrage d'Anatoli Ado constitue un instrument de référence incontournable et un stimulant pour les historiens de la Révolution française. Le fait qu'il soit accompagné d'un index des noms de personnes et de lieux le rend particulièrement précieux.

Comme tout ouvrage, la magistrale étude d'Anatoli Ado comporte des zones d'ombre. Dans un précédent compte rendu, Guy Lemarchand (*Annales historiques de la Révolution française*, 306, 1996/6, p. 741–746) avait déjà déploré l'absence du problème religieux, en mettant en lumière l'importance de la conscience religieuse dans les choix politiques paysans, tout en reconnaissant qu'une telle ouverture, en conduisant l'auteur à l'évocation de la contre-révolution, aurait été de nature à nuire à la cohérence de la démonstration. Quant à Jean-Pierre Jessenne (*Histoire et sociétés rurales* 7, 1997/2, p. 239–241), il regrette la distinction artificielle en sept jacqueries, chronologiquement présentées, et l'extrapolation mécaniste des études de cas aux globalisations. Nous y ajouterons le manque de nuances dans la présentation de la paysannerie, souvent considérée comme une entité trop monolithique, à peine divisée, de façon quelque peu dichotomique, entre gros et petits paysans, au détriment d'une différenciation plus complexe et plus fine de la société rurale. Les choses ne sont pas aussi simples ni à la fin de l'Ancien Régime, ni lors de la Révolution, au cours de laquelle l'auteur a tendance à distinguer, de façon tranchée, les grandes fermes capitalistes des petits producteurs qui semblent constituer seuls, d'après lui, la paysannerie: terme en réalité trop englobant qui regroupe certes ceux qui ont poussé à la radicalisation révolutionnaire, mais également ceux qui l'ont refusée et ceux qui se sont évertués à freiner le mouvement. D'ailleurs l'opposition, dans le bilan, entre une France du nord, qui serait le domaine des grandes fermes, et de celle du midi, où prospéreraient les petites exploitations, consolidées par la Révolution française, relève d'une démarche schématisante du même type. Il n'empêche que cette œuvre participe aux ambitions d'une histoire totale, faisant intervenir le politique, l'économique, le social, le mental, avec un éclairage sur la singularité de la voie française dans l'évolution vers une agriculture capitaliste qui s'accommode parfaitement des structures émietées de la propriété et de l'exploitation.

Jean-Michel BOEHLER, Strasbourg